



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 32, NUMÉRO 1, FÉVRIER 2010

Apprendre et agir ensemble

En septembre dernier, une collègue d'Inter Pares, Charm Tong, a témoigné devant le comité parlementaire des affaires étrangères et du développement international du Canada.

Charm Tong a dit aux membres du comité qu'elle était une réfugiée de l'État Shan en Birmanie et qu'elle avait grandi dans un orphelinat à la frontière birmano-thaïlandaise. Elle a expliqué comment des centaines de milliers de personnes comme elle sont devenues des réfugiés en raison de la guerre menée par la junte militaire birmane. Elle a décrit la façon dont l'armée birmane avait détruit plus de 3000 villages dans les États des ethnies minoritaires au cours des dix dernières années. Elle a parlé de la torture et de l'exécution extrajudiciaire des civils, des déplacements forcés et du viol des femmes de groupes ethniques minoritaires comme stratégie de guerre. Ce sont des crimes, a-t-elle dit, priant le Canada d'exiger une commission d'enquête du conseil de sécurité des Nations unies sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis en Birmanie.

Charm Tong faisait partie d'une délégation de militantes et de militants pour la démocratie et les droits de la personne en Birmanie ayant passé plusieurs semaines au Canada en septembre dernier. La délégation a rencontré des groupes de défense des droits, des organisations de réinstallation des réfugiés, des étudiants, des organisations de santé et des groupes communautaires à Vancouver, Calgary, Edmonton, Ottawa et Toronto. À Ottawa, la délégation a aussi vu des parlementaires, des ministres du cabinet, des sénateurs et des représentants du gouvernement. La visite était organisée par Inter Pares et des groupes de tout le pays qui plaident la cause de la démocratie en Birmanie.

Une partie importante de la mission d'Inter Pares est de faire connaître au Canada le travail pour la justice sociale qu'elle appuie. Et la meilleure façon de le faire est de favoriser la création de liens entre organisations du Canada et du Sud œuvrant dans un domaine similaire. Inter Pares a une longue et riche tradition dans l'organisation d'échanges éducatifs entre militantes et militants canadiens et internationaux qui défendent les droits des femmes. Nous avons facilité le dialogue entre les communautés agricoles du Canada, d'Asie et des Caraïbes. Nous avons permis à des écologistes du Canada de rencontrer leurs pairs d'autres pays. Nous avons présenté des organisations des Premières nations au Canada à des peuples autochtones d'Asie et d'Amérique latine. Toutes ces activités nous ont appris que les gens sont avides de raconter leur histoire, de découvrir les stratégies de changement



Délégation de la Birmanie sur la colline du Parlement.

Mika Lévesque (à l'arrière) de Droits et Démocratie. De gauche à droite: Sein Htay et le Premier ministre Sein Win du *National Coalition Government of Burma*, Aung Than Wai, Dre Cynthia Maung de la clinique Mae Tao, Charm Tong du *Shan Women's Action Network*, K'nyaw Paw du *Karen Women's Organization* et Rebecca Wolsak d'Inter Pares.

appliquées ailleurs et de tisser de nouveaux liens fondés sur un profond sentiment de solidarité et de travail pour une cause commune.

Nous avons aussi incité le gouvernement canadien à jouer un rôle progressiste sur la scène internationale en ce qui a trait aux droits civils et aux droits de la personne, à la responsabilité sociale des entreprises et à la protection de l'environnement. Au fil des ans, nous avons invité à Ottawa des collègues d'outre-mer pour rencontrer des représentants du gouvernement et des dirigeants politiques, témoigner devant des comités parlementaires et participer à des débats importants sur le rôle du Canada dans le monde. En général, les représentants et les politiciens ont apprécié la possibilité d'entendre des points de vue et des témoignages qu'ils auraient ignorés autrement.

Charm Tong et ses collègues sont repartis avec la certitude que partout au Canada, bien des gens appuient leur lutte pour la paix et la justice en Birmanie. *Ce Bulletin* présente des projets récents d'Inter Pares qui ont stimulé la réflexion des Canadiennes et des Canadiens sur le rôle du Canada dans le monde. Le fait de rencontrer des militantes et des militants d'ailleurs et d'échanger les expériences permet aux gens d'ici de faire un parallèle avec les dilemmes dans leur propre communauté. Ces activités permettent d'apprendre les uns des autres et d'approfondir notre travail collectif pour le changement social, ici et à l'étranger. ✂

Collaborer en matière de santé, au-delà des frontières



RITA MORRIS

Dr^e Cynthia Maung à la clinique Mae Tao sur la frontière birmano-thaïlandaise.

Ce fut un immense honneur pour Dr^e Hillary Lawson de présenter Dr^e Cynthia Maung et l'auxiliaire médicale Aung Than Wai à ses collègues d'Ottawa. Six ans plus tôt, Hillary avait travaillé à titre bénévole à la clinique Mae Tao en Thaïlande avec Dr^e Cynthia et Aung Than Wai. Elle ignorait alors qu'elle travaillerait plus tard auprès de réfugiés birmans à Ottawa, des gens ayant quitté les camps de réfugiés en Thaïlande pour amorcer une vie nouvelle au Canada.

Médecin au Centre de santé communautaire du Centre-ville à Ottawa, Hillary travaille avec de nouveaux arrivants karen, des réfugiés dont plusieurs avaient reçu des soins médicaux à la clinique Mae Tao de Dr^e Cynthia en Thaïlande. La clinique a été fondée par Dr^e Cynthia, elle-même réfugiée, et fonctionne grâce au dévouement de plusieurs personnes qui ont fui en Thaïlande pour échapper aux campagnes de la terre brûlée menées par la junte militaire birmane. Conscient de l'impact de la réinstallation de milliers de réfugiés birmans sur les organisations de services sociaux, Inter Pares a organisé une rencontre en septembre dernier entre ses collègues de la Birmanie et le Centre de santé communautaire. Il y avait beaucoup à échanger sur les liens entre pauvreté, conflit et conditions qui affectent la santé des personnes

Éduquer et mobiliser par les récits

Au fil des ans, Inter Pares a multiplié les occasions de présenter au Canada les récits et les expériences de nos collègues qui s'intéressent à la violence sexuelle contre les femmes dans les conflits armés. Nous les avons invitées à participer à des dialogues communautaires avec des maisons d'hébergement et des centres de services pour les femmes, et à rencontrer des décideurs et des universitaires intéressés à la violence sexuelle au Canada. Inter Pares vient de produire un documentaire, *Le feu du changement*, qui relate les luttes courageuses de Péruviennes en quête de justice à la suite de crimes violents, dont la violence sexuelle, commis à leur endroit pendant la guerre civile. Offert en français, en anglais et en espagnol, le film raconte comment cinq femmes et les organisations auxquelles elles appartiennent ont rompu le silence et contesté l'impunité qui entoure de terribles violations des droits de la personne – en quête de guérison, de justice et de vérité.

Le feu du changement a été présenté lors du Festival du film *One World* en octobre 2009 à Ottawa. Nous avons eu la chance d'accueillir alors Diana Ávila, du Pérou. Diana connaît bien Inter Pares. Directrice générale du Project Counselling Service (PCS) – principal homologue d'Inter Pares en Amérique latine – pendant 14 ans, elle a joué un rôle central dans le travail du PCS et d'Inter Pares en matière de violence sexuelle dans toute l'Amérique latine. Lors du festival, plus de 150 personnes ont pu voir le film et participer à la discussion qui a suivi avec Diana, Nadia Faucher, membre

du personnel d'Inter Pares, et Steven Hunt, réalisateur du film. Les questions ont porté sur la réalisation du film, le contexte politique actuel au Pérou et le déroulement des causes de violence sexuelle portées devant les tribunaux péruviens.

Le film a permis de rencontrer nos partisans et nos partisanes au Canada. Une autre membre du personnel d'Inter Pares, Samantha McGavin, a animé une séance à Nanaimo, en C.-B., en septembre 2009, en collaboration avec un groupe de partisans et une maison d'hébergement pour femmes, le *Haven House*. Le film a été suivi d'une riche discussion sur les difficultés des survivantes de la violence au Canada et ailleurs dans le monde et d'un échange d'information sur la situation à Nanaimo et au Pérou. Des outils pédagogiques tels que ce film permettent aux Canadiennes et aux Canadiens de s'informer et de se mobiliser autour d'enjeux relatifs à la justice sociale, tant à l'échelle locale que mondiale. ✂

Nous vous invitons à voir Le feu du changement – organisez un visionnement chez vous ou dans votre communauté. Pour obtenir aide et information à ce sujet, consulter www.interpares.ca/lefeuduchangement.

desservies par la clinique Mae Tao et le Centre de santé communautaire.

La rencontre comprenait aussi des dirigeants de la communauté karen qui connaissent D^{re} Cynthia. Ils ont aidé le Centre de santé communautaire à revoir et restructurer le modèle de soins de santé de base pour mieux servir les familles immigrantes et réfugiées. Le Centre de santé communautaire a créé un comité chargé d'élaborer un programme holistique intégrant les nombreux déterminants de la santé selon une approche interdisciplinaire, tout en appuyant les gens à améliorer la santé de leur communauté.

Inter Pares a aussi organisé une rencontre de la délégation birmane avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) afin de discuter de la façon d'élaborer et soutenir des systèmes de santé communautaires dans un contexte de conflit et d'inégalité profonde. L'expérience de la clinique Mae Tao est un modèle concret pour le personnel du CRDI. Avec D^r Chris Beyrer, directeur du *Center for Public Health and Human Rights* de l'Université Johns Hopkins, D^{re} Cynthia Maung et Aung Than Wai ont parlé de leurs difficultés et de leurs succès dans la prestation de soins de santé en situation de conflit. Pour le personnel du CRDI, la

présentation était un exemple particulièrement pertinent de la façon dont des travailleurs en santé communautaire peuvent recueillir et analyser des données qui influent directement sur l'élaboration des services de santé. Ainsi que le nota Sue Godt du CRDI, « D^{re} Maung et ses collègues ont édifié un service de santé intégré impressionnant qui fait plus que réagir aux besoins immédiats des populations aux prises avec la guerre. En bâtissant un capital social, en créant et en appliquant des systèmes d'information et de prestation des soins, on jette les bases d'un service de santé national complet qui pourra être mis à l'échelle une fois la paix revenue au pays. »

Ces échanges avec le CRDI et le Centre de santé communautaire du Centre-ville ont permis à nos homologues de partager avec leurs pairs des années d'expérience et d'apprentissage. Inter Pares a joué le rôle de facilitateur et mis en contact des personnes qui élaborent et renforcent des systèmes de santé menés par la communauté. ❧

Inter Pares remercie l'ACDI de même que les Canadiennes et Canadiens pour leur appui financier à la clinique Mae Tao en Thaïlande.

Bâtir des mouvements, un échange à la fois

« L'alimentation, c'est la vie! » Augusta Henriques parle avec passion de l'agriculture et de la culture dans son pays, la Guinée-Bissau. Ils sont quelques douzaines à l'écouter avec beaucoup d'attention. À l'arrière de la salle, une personne souffle à l'oreille de sa voisine la traduction du français d'Afrique de l'Ouest. La scène ne se passe pas dans une salle de conférence, mais dans un restaurant de quartier à Montréal.

Depuis 2003, *L'Université autrement* : dans les cafés crée des lieux de rencontre qui offrent aux citoyennes et aux citoyens l'occasion de poursuivre leur éducation permanente et participer à des échanges publics. *L'Université autrement* se fonde sur la conviction que l'échange public d'idées fait partie intégrante du changement social et de la création de collectivités viables et en santé. Inspiré de l'éducation populaire, le programme permet à des gens de tous les horizons de se rencontrer, d'apprendre ensemble et d'échanger idées et expériences dans un climat empreint de respect.

À titre de collaborateur de longue date de l'Institut de développement communautaire de l'Université Concordia, organisation parent de *L'Université autrement*, Inter Pares facilite l'accès aux lieux d'apprentissage. Inter Pares a subventionné pendant plusieurs années la participation de personnes n'ayant pas les moyens de s'inscrire au programme d'été de l'Institut, qui offre à des praticiens de la société civile l'occasion d'apprendre, de collaborer et de réfléchir à leur travail. À plusieurs reprises, Inter Pares a invité des

collègues d'autres pays aux débats publics de *L'Université autrement* pour partager leurs réflexions sur des enjeux sociaux pressants avec les Canadiennes et les Canadiens – comme l'a fait ce soir-là Augusta Henriques.

Augusta est secrétaire générale de Tiniguena, une organisation de la Guinée-Bissau qui promeut la conservation de l'environnement et l'engagement citoyen. Elle est à Montréal pour discuter de la réaction de sa communauté face à la crise alimentaire qui touche la population à travers le Sud mondialisé. Mais ce soir-là, elle parle de la place centrale de l'alimentation dans la culture, et de la façon dont les Bissau-Guinéens défendent les deux. On sent l'énergie circuler alors que les idées exprimées par Augusta incitent les personnes présentes à parler de leur propre expérience et de leur réflexion sur le rôle de la saine alimentation dans leur communauté et leur culture.

Vers la fin, l'intérêt est tel qu'on demande comment poursuivre la discussion. Plusieurs s'attardent pour discuter de la façon dont ils peuvent se joindre au travail de plaidoyer sur l'alimentation à l'échelle nationale. Le rôle de *L'Université autrement* est d'amorcer le débat – c'est à chacun de nous de le poursuivre dans son milieu, comme une graine que l'on sème et que l'on arrose avec soin. ❧

Pour en savoir davantage sur L'Université autrement : dans les cafés et obtenir le calendrier des échanges, consulter <http://univcafe.org>.

Assurer la responsabilité sociale des entreprises

En 1997, Inter Pares a réuni au Canada des militantes et militants du Nicaragua et des Philippines pour discuter de l'impact social et environnemental des activités des sociétés minières canadiennes dans leur pays. Ils ont voyagé ensemble d'un bout à l'autre du pays et rencontré des organisations de défense des droits de la personne, des groupes écologistes et syndicaux et des communautés des Premières nations. À la suite de ces discussions, les groupes canadiens ont compris qu'ils avaient le même type de préoccupations sur les activités minières au Canada. En 1999, une partie de ces groupes et Inter Pares se sont réunis pour fonder Mines Alerte Canada.

La mission de Mines Alerte Canada est d'offrir aux communautés du Canada et d'outre-mer les compétences techniques requises pour assurer que les activités minières soient faites de façon responsable, et de plaider pour des politiques en vue de réduire les risques du développement minier, tant sur le plan social qu'environnemental. Au cours des dernières années, Mines Alerte Canada, Inter Pares, des églises et d'autres groupes canadiens pour la justice sociale ont promu l'adoption de lois imposant aux sociétés minières canadiennes actives à l'étranger des normes relatives à la responsabilité sociale des entreprises.

« Pour chaque dollar versé sous forme d'aide, les pays en développement en perdent dix en raison de la fuite illicite des capitaux. C'est le revers sombre de l'économie mondiale qui perpétue la situation des pays pauvres. »

Récemment, Inter Pares a soulevé un autre aspect de la responsabilité sociale des entreprises – l'impact de la fraude fiscale et l'évitement fiscal sur l'économie des pays en développement. Chaque année, entre 850 milliards \$ et 1 billion \$ sortent de façon illicite des pays en développement. Une partie de ces fonds provient d'activités criminelles telles que le trafic des drogues et la corruption. Mais la plus grande partie de cette fuite illicite des capitaux est imputable aux activités commerciales de multinationales, notamment dans les mines et le pétrole. Grâce aux paradis fiscaux, aux sociétés prête-nom, aux techniques de blanchiment d'argent et aux échappatoires délibérément incluses dans les lois des pays occidentaux, les multinationales se soustraient au paiement de l'impôt dans les pays où elles ont des activités. Les pays en développement perdent des recettes fiscales qui pourraient être investies dans les écoles, les soins de santé et d'autres services publics. Ces pertes entraînent des dommages incalculables; selon un rapport récent, on sauverait chaque année la vie de 350 000 enfants dans les pays du Sud en investissant dans les programmes de santé une partie seulement des recettes perdues.

De concert avec Halifax Initiative et le Conseil canadien pour la coopération internationale, Inter Pares a invité au Canada en octobre dernier Raymond Baker, du *Global*



KAREN KEENAN

Raymond Baker lors de la conférence de Halifax Initiative en octobre dernier.

Financial Integrity Program établi à Washington. Spécialiste international de ce volet de la responsabilité sociale des entreprises, Baker a rencontré des ONG canadiennes et des représentants du gouvernement pour les informer de l'ampleur du problème. Il a fait remarquer qu'au cours des années 1990 et en ce moment, l'aide étrangère aux pays pauvres totalisait 50 à 80 milliards \$ par année.

Pour chaque dollar versé sous forme d'aide, les pays en développement en perdent dix en raison de la fuite illicite des capitaux. C'est le revers sombre de l'économie mondiale, déclare Baker, qui perpétue la situation des pays pauvres.

Les gouvernements occidentaux sont bien au courant des implications du problème pour les pays du Sud, mais ils ferment les yeux. La crise économique actuelle a cependant démontré que la fraude fiscale et l'évitement fiscal des grandes sociétés constituent également un problème majeur pour les pays occidentaux, dont le Canada, et le sujet est maintenant à l'ordre du jour du G20. Jusqu'ici cependant, les propositions en vue de réduire les pratiques fiscales dommageables sont nettement insuffisantes et la situation n'est pas près de changer en l'absence de pression publique.

En juin cette année, le G20 se réunira au Canada. Inter Pares et ses collègues du mouvement pour la justice sociale continueront d'exiger l'imposition de normes internationales en matière de responsabilité sociale des entreprises. Après tout, la richesse privée des grandes sociétés est le fruit de l'accès à des biens environnementaux communs, à des subventions publiques, à des infrastructures, à de la main-d'œuvre formée et à des systèmes sociaux financés par l'État. Nous devons veiller à ce que les sociétés contribuent de façon équitable au bien public et à la protection de l'environnement. ☞

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

